

IndustriALL soutient Lula

AJOUTEZ VOTRE NOM #StandWithLula

LES SYNDICATS SOUTIENNENT LULA

Les quelque 300 syndicats présents au 2^e Congrès d'IndustriALL Global Union à Rio de Janeiro ont adopté à l'unanimité une résolution qui soutient l'ancien Président brésilien Luiz Inácio 'Lula' da Silva et condamne les attaques contre la classe ouvrière au Brésil.

La Présidente du Brésil démocratiquement élue, Dilma Rousseff, a été évincée par un coup d'État de droite à l'instigation de Michel Temer en mai de cette année. Depuis lors, les droits des travailleurs dans le pays sont grignotés et la persécution sur Lula s'est intensifiée.

“Le gouvernement de fait est en train de détricoter tout ce que nous avons obtenu au cours des 12 dernières années. Il n'a aucun respect pour la démocratie, les femmes ou les jeunes. Nous devons défendre nos droits. Nous avons besoin de votre soutien,” a dit Lucineide Varjão, président de l'affilié brésilien CNQ/CUT (Fédération nationale des travailleurs de la chimie) en présentant la résolution.

Depuis qu'il est au pouvoir, Temer a commencé à écorner les programmes sociaux au Brésil et installé un cabinet composé exclusivement d'hommes blancs, du jamais vu depuis 1979.

“Ce que nous voyons avec l'actuel gouvernement du Brésil c'est que les droits des travailleurs sont en train d'être détruits. Il y a une proposition de réforme du travail qui doit être votée par le parlement qui généraliserait l'externalisation, ce qui handicapera les droits des travailleurs. Il nous faut la solidarité et le soutien de tous les syndicats d'IndustriALL,” a dit Jaoao Paulo Da Costa Cunha du Syndicat brésilien des métallurgistes CNTM.

S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture du Congrès d'IndustriALL, Lula avait dit :

“Nous faisons de réels progrès au Brésil, créant de bons emplois, bâtissant une économie puissante et durable. Mais le coup d'État perpétré par la droite menace de tout détricoter.

“Nous devons tirer parti des espaces démocratiques qui nous sont toujours ouverts. Nous devons nous battre pour les droits que nous avons conquis et démontrer au monde que nous pouvons faire les choses différemment.”

Au Congrès d'IndustriALL, les affiliés ont pris la résolution de se joindre à la campagne de la CSI pour défendre l'ancien Président Lula par rapport aux abus de droit perpétrés à son encontre au Brésil ainsi que de dénoncer les puissants groupes d'intérêts qui cherchent à limiter sa liberté d'action politique.

Lula est né dans la pauvreté et est devenu métallurgiste à 14 ans. En tant que leader du syndicat des métallurgistes ABC, il a mené une vague de grèves dans les années 1970 qui l'ont conduit à être emprisonné sous la dictature militaire. Il était l'un des fondateurs du Parti des Travailleurs en 1980 et est devenu par la suite le président du Brésil le plus populaire, ayant introduit des changements sociaux qui ont tiré 30 millions de personnes de la pauvreté et promu une économie prospère.

Sa cote de popularité personnelle lorsqu'il a quitté ses fonctions en janvier 2011 était la plus élevée jamais enregistrée au Brésil avec 80% d'avis favorables.

Cependant, sa popularité est une menace pour les forces néo-libérale du Brésil qui ont engagé une campagne incessante pour lui nuire. Dans le courant de l'année dernière, Lula a été forcé de témoigner cinq fois auprès de la Police fédérale et auprès du Bureau du Procureur général de la République. En mars de cette année, il a été emmené de force et de manière illégale de chez lui pour faire une déposition.

Il y a eu 38 mandats de perquisitions et de saisie aux domiciles de Lula, de sa famille, des employés de son institut et de ses associés. Des agences fédérales ont fait fuir dans la pression des informations sur ses comptes bancaires et ses dossiers fiscaux ainsi que sur ceux de sa famille, de l'Institut

profil

Pays : **Brésil**

Texte : **Léonie Guguen**

www.brasiljustopratos.com.br

Lula et de la société qui gère les conférences qu'il donne. Son téléphone a été mis sur écoute et ses communications sur internet ont été interceptées, de même que celles de sa famille et même de ses avocats.

En dépit de l'absence de preuves de malversations de la part de Lula, le Ministère public, soutenu par Temer, maintient les charges contre lui et sa femme dans le cadre d'une enquête pour corruption au sein de la compagnie nationale des pétroles Petrobras.

En octobre 2016, Le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies a annoncé qu'il allait examiner des allégations selon lesquelles Sergio Moro, le juge principal en charge de l'enquête Petrobras aurait "violé le droit à la vie privée de Lula, son droit à ne pas être détenu arbitrairement et sa présomption d'innocence".

Un nouveau mouvement composé de syndicats, de partis politiques et de pans de la société civile a appelé à **un Brésil juste pour tous et pour Lula**. Il a été constitué avec pour objectif de restaurer la démocratie et de mettre fin à la persécution de Lula.

Lula reste le favori pour remporter des élections présidentielles en 2018. Toutefois, s'il devait être reconnu coupable de corruption, il serait dans l'incapacité de se présenter.

Pour signer la campagne de la CSI et soutenir Lula :

 www.standwithlula.org